Les années passent et **la Cour des comptes** continue de pondre ses rapports sur l'Education, toujours dans la lignée austéritaire. Trop absent·es, les enseignant·es coûteraient trop cher : il faut bien payer les remplaçant·es. Alors évidemment, la Cour a des solutions, ses fameuses « préconisations » …

Vieille rengaine visant la casse du métier d'enseignant·e, l'annualisation des temps de services est à nouveau brandie. Et pourquoi ne pas rendre les missions de remplacement obligatoires pour un prof au sein même de son établissement ? Et pourquoi ne pas jouer la carte de la bivalence ? Enseigner deux matières faciliterait bien des choses en cas d'absence d'un·e collègue…

Et pour mettre de l'huile dans les rouages, il conviendrait de renforcer (encore !) le pouvoir des chef·fes !
Inutile de rappeler qu'un·e enseignant·e ça ne « coûte » pas cher et que nous ne sommes pas plus absent·es que les salarié·es des autres secteurs. Inutile de rappeler également qu'en matière de vision néolibérale et autoritaire de l'Education, Blanquer n'est pas en reste depuis quelques années : loi Rilhac pour le primaire, réforme des CA dans le secondaire, AED en préprofessionnalisation, etc. Plusieurs milliers de postes ont été supprimés ces dernières années, et le Budget de l'Education nationale, adopté par l'Assemblée, confirme le massacre : **on continue de déshabiller Pierre pour habiller Paul !**

Alors que la crise sanitaire sévit encore, à l'inverse des recommandations de la Cour des comptes et de la politique de Blanquer, ce que nous revendiquons, **c'est un plan d'urgence dans l'éducation !** Il faut investir massivement : ouvrir des écoles et des établissements scolaires, ouvrir des postes aux concours, créer des postes de titulaires. Il faut aussi en finir avec les statuts précaires et les bas salaires. Et s'il faut trouver de l'argent, à la **CNT-Solidarité Ouvrière** nous avons quelques pistes. Malgré la crise COVID, les secteurs capitalistes, patrons et actionnaires, avec l'aide du gouvernement, ont pu préserver leurs intérêts : ***de l'argent il y en a, dans les caisses du patronat !***

- Le communiqué en version pdf lisible et téléchargeable ici

fede.educ.public@cnt-so.org

www.cnt-so.org